



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

851/vh/jw

**Arrêté du 4 février 2025  
portant mise en demeure à la société LOCACIL  
de régulariser la situation administrative de ses installations situées à Feldkirch**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-7 I,

**VU** la Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets,

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

**VU** l'arrêté du 26 juin 2024 portant mise en demeure et mesures conservatoires à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-120-11 du 29 avril 2008 portant, au titre Ier du livre V du code précité, des prescriptions et prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à Feldkirch,

**VU** l'inspection du 13 août 2024, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

**VU** le rapport de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite susvisée, précisant les suites proposées et délai associés, suite à l'inspection sus-visée, transmis à l'exploitant par l'inspection,

**VU** la lettre préfectorale du 16 septembre 2024 par laquelle la société LOCACIL a été consultée sur le présent projet d'arrêté,

**VU** la lettre de la société LOCACIL du 18 septembre 2024,

**VU** la réunion en Sous-préfecture de Mulhouse le 25 novembre 2024 et le compte rendu associé,

**VU** le bordereau de transmission de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, du 11 décembre 2024,

**Considérant** qu'il résulte de la transposition de la Directive n° 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets en droit national par l'arrêté du 15 février 2016 susvisé que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production ; que si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760,

**Considérant** que l'arrêté du 15 février 2016 susvisé dispose que « *ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté :*

- *les installations stockant des déchets non dangereux :*
  - *pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination ;*
  - *ou pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés à valorisation »,*

**Considérant** que la société LOCACIL a indiqué que les déchets entreposés dans son installation sont destinés à être valorisés ; qu'il a été constaté au cours du contrôle qu'environ 20 000 tonnes de déchets plastiques sont présents dans les installations exploitées par la société LOCACIL, depuis au moins trois ans ; que la société LOCACIL ne dispose pas d'une autorisation pour l'exploitation d'une installation relevant de la rubrique 2760,

**Considérant** que la société LOCACIL n'a pas présenté d'éléments remettant en cause ces constats par lettre du 20 septembre 2024 susvisée,

**Considérant** qu'en l'état, la société LOCACIL n'a pas mis en place de filière permettant l'évacuation des déchets ; que les déchets sont accumulés au sein du périmètre des installations,

**Considérant** qu'au regard de ces éléments, il y a eu lieu de réexaminer les éléments relatifs à la situation administrative issus des contrôles du 30 mai et du 10 juin 2024 ; qu'à la lumière des éléments exposés ci-avant, les stockages de déchets relèvent de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et non de la rubrique 2714 ; qu'en conséquence, certaines prescriptions de la mise en demeure du 26 juin 2024 susvisée ne sont pas adaptées, notamment les articles 4, 5 ; qu'il y a lieu de supprimer ces articles ; que les articles 13, 14, 15 et 17 ont été motivés sur la base des articles 4 et 5 et qu'en conséquence, il convient également de les supprimer,

**Considérant** que les installations sont à l'origine d'une dissémination significative de particules de plastiques dans l'environnement et dans le cours d'eau traversant l'établissement,

**Considérant** que la société LOCACIL n'a pas présenté d'éléments remettant en cause les éléments exposés ci-dessus dans sa lettre du 18 septembre 2024 susvisée,

**Considérant** les conclusions de la réunion du 25 novembre 2024 susvisée,

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-7 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont*

*exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an ».* ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> :

la société LOCACIL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), est mise en demeure de régulariser, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, la situation administrative de son installation située à la même adresse.

Pour cela, l'exploitant :

- dépose un dossier complet et régulier répondant aux prescriptions des articles R. 181-12 à D. 181-15-10 du code précité en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières,
- ou met les installations à l'arrêt définitif conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement et dépose, à la préfecture du Haut-Rhin, la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R. 512-39-1, du code précité.

**Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant informe le préfet de l'option retenue.

### Article 2 :

les prescriptions des articles 4, 5, 13, 14, 15 et 17 de l'arrêté de mise en demeure du 26 juin 2024 susvisé sont abrogés.

### Article 3 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.1 71-8 du Code de l'environnement.

### Article 4 : délais et voies de recours

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5: exécution

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD